

Opportunités de co-développement Espagne-Maroc

Les remises, le lien transnational ou la politique d'immigration européenne et nationale, sont quelques-uns des facteurs à prendre en compte dans l'étude du co-développement.

Xavier Aragall, avec la collaboration de Joan Lacomba

Etant donné la difficulté à établir une définition claire du « co-développement », nous aimerions dresser un profil des principaux facteurs à prendre en compte dans l'analyse du co-développement entre l'Espagne et le Maroc. Avant tout, il ne faut pas oublier l'influence du contexte actuel, qui conditionne la manière de structurer ce co-développement entre les deux pays.

En premier lieu, il faut tenir compte des tendances qui, à l'échelon mondial, sont mises en évidence par les recherches sur les mouvements humains au sein de la mondialisation, et qui peuvent avoir une incidence sur l'analyse du co-développement : l'importance de l'envoi d'argent par les immigrés, le lien transnational des communautés d'immigrés, ainsi que la transformation du concept de citoyenneté à partir des flux migratoires.

En deuxième lieu, il faut considérer des facteurs tels que les politiques dans le domaine euro-méditerranéen à ses différents niveaux, le partenariat euroméditerranéen, la politique extérieure de l'Union européenne (UE) vis-à-vis de la politique européenne de voisinage, la politique d'immigration de l'UE à partir du programme de La Haye, sans oublier l'importance des politiques migratoires de chaque pays, qui permettent d'évaluer la présence du co-développement dans l'agenda politique, et la tendance à relier la figure de l'immigré à la coopération au développement. A ces facteurs, il convient d'en ajouter d'autres plus significatifs, qui permettent d'analyser le co-développement à partir des migrations entre l'Espagne et le Maroc.

Depuis les dernières décennies, l'évolution de la coopération au développement et ses changements de référence par rapport à ses objectifs (coopération fondée sur l'idée d'aide, coopération décentralisée, importance du capital humain des immigrés dans les agendas socio-économiques) ont entraîné l'ouverture des straté-

gies sur de nouvelles modalités, plus adaptées aux objectifs de développement. C'est sous cette perspective que l'on peut appréhender la naissance de la proposition de co-développement.

Au-delà des premières approches, qui contenaient une part significative de gestion et de régulation des flux d'entrée (Stratégie du gouvernement français, Commission co-développement et migrations), le co-développement tente fondamentalement de relier les migrations à la coopération au développement. Cette approche implique d'apprécier les effets positifs de la mobilité sur le développement, sous une facette certes économique mais aussi humaine, et en définitive, tend à considérer que l'apport des immigrés au pays d'accueil ne se traduit pas en pertes pour le pays émetteur.

Si nous observons le cas marocain et l'évolution de la mobilité dans la Méditerranée, le rôle croissant de l'envoi d'argent par les travailleurs immigrés peut apporter une nouvelle et importante dimension aux relations hispano-marocaines (le rapport annuel de la Banque mondiale *Global Development Finance Annual Report de 2003* signale l'importance des remises en tant que source externe de financement pour le développement. Le Maroc, avec 3,3 milliards de dollars en 2001, occupe la quatrième position des pays récepteurs d'argent en provenance des pays en voie de développement, après l'Inde, le Mexique et les Philippines). Au Maroc, les virements d'argent représentent 9,6 % du PIB, sans compter ceux qui s'effectuent par des voies informelles (Mohammed Khachani, 2003, *Links between migration and development Dialogue On Migration Cooperation In The Western Mediterranean, Synthesis document. 5+5 Dialogue on Migration in the Western Mediterranean*). L'Espagne est aujourd'hui le troisième pays émetteur de ces envois : sa

Remises des émigrés marocains (millions de dirhams)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Espagne	123	288	196	224	251	235	471	617	786	580	924	1 895	1 957	3 188
Total	16 537	17 328	18 530	18 215	16 814	16 819	18 873	18 033	19 310	19 001	22 961	36 858	31 707	34 581

Source : Joan Lacomba, *Migraciones y desarrollo en Marruecos* (Madrid, La Catarata-IUDC, 2004).



Les bureaux de poste et de virement d'argent constituent le cordon ombilical entre les émigrés et la population qui reste au Maroc. Les publicités des bureaux de poste pour la réception de l'argent envoyé par les émigrés à l'étranger abondent dans tout le Maroc. / JOAN LACOMBA

contribution est passée de 1,1 % du total des virements reçus à près de 10 % au cours des 11 dernières années (Ígnigo Moré, *Las transferencias de los emigrantes en España: una oportunidad para la acción exterior*, Real Instituto Elcano. Documento de Trabajo (DT) 3/2005).

En ce qui concerne la relation entre les remises et le développement, il convient de distinguer deux domaines de répercussion : le premier, d'ordre économique (développement agricole, réduction de la pauvreté) et le second, d'ordre social (changements dans la structure familiale). Dans le secteur agricole, l'évaluation de l'effet des remises ne fait pas l'unanimité (Nyberg Sorensen, *Migrant Remittances as development Tool: the case of Morocco. Organisation internationale des migrations. Working Paper Series, N°2*, juin 2004). En ce sens, il faut approfondir les recher-

Utilisation de l'argent envoyé

- Logement : amélioration du logement familial ou construction d'un nouveau logement.
- Education : scolarisation ou poursuite et complément des études des enfants.
- Nourriture : amélioration du régime alimentaire de la famille, diversification de l'alimentation.
- Vêtements.
- Electricité et eau potable : installation ou amélioration des services existants. Installation de panneaux solaires, groupes électrogènes ou pompes à eau.
- Equipements domestiques : mobilier et électroménager (télévision, magnétoscope, antenne parabolique, réfrigérateur...).
- Automobiles : achat de véhicules à usage familial (voitures) et usage professionnel (camionnettes et camions).
- Terres : achat de terres pour de nouvelles cultures ou pour unifier des parcelles familiales morcelées.
- Bétail : troupeaux de chèvres et brebis, vaches ou volailles, dont les produits sont quelquefois commercialisés.
- Installations agricoles et d'élevage : moulins, étables, entrepôts.
- Machinerie agricole : tracteurs, fumigateurs.
- Ouvrages hydrauliques et d'irrigation : canalisations, réservoirs, puits.
- Petits commerces : cafés, restaurants, hôtels, magasins, taxis, stations service, boulangeries, papeteries, téléboutiques, cybercafés.
- Petites industries : confection, agroalimentaire, matériaux de construction.
- Secteur immobilier : achat de logements destinés à la location ou la vente.
- Fêtes et célébrations sociales : mariages.
- Equipements sociaux : écoles, dispensaires (ambulances), bibliothèques, mosquées, centres de réunions.
- Infrastructures : réseaux d'approvisionnement d'eau ou d'électricité, puits collectifs, construction de pistes, petits barrages et réservoirs.

Source : Joan Lacomba, *Migraciones y desarrollo en Marruecos* (Madrid, La Catarata-IUDC, 2004).

ches sur l'interaction entre l'émigration et la transformation agricole au Maroc. Pour ce qui est de la réduction de la pauvreté, certaines études indiquent que les revenus familiaux provenant des virements ont réduit la pauvreté de 23,2 % à 19 % de la population (M. Khachani, 2003), ce qui signifie que 1,2 millions de personnes pourraient avoir échappé à leur situation de pauvreté grâce à l'argent que leur envoient les membres émigrés de leur famille.

Au niveau social, l'émigration influe sur l'ensemble des stratégies familiales, et provoque des modifications de la structure familiale. La mobilité introduit des modifications et des tensions entre modernité et tradition au sein de la structure familiale marocaine (N. Sorensen, 2004). Que ce soit en raison du nouveau rôle de chef de famille joué par la femme lorsque c'est l'époux qui émigre (gestion des virements) ou de la propre initiative prise par un nombre croissant de femmes qui décident d'émigrer seules à la recherche d'un travail à l'étranger (envoi d'argent).

Un second aspect, qui acquiert une dimension toute particulière dans l'analyse des facteurs de relation entre l'Espagne et le Maroc, est l'évolution de la communauté des marocains résidant en Espagne et leur lien avec la société d'origine. La diaspora fait référence à une solidarité entre les membres d'une communauté, liés à leur terre d'o-

Expériences dans le domaine du co-développement au Maroc

Le terme co-développement est employé de diverses façons, et il existe le risque de le voir se transformer en une sorte de joker permettant de se référer à toutes sortes d'initiatives de développement (celui-ci étant également entendu sous des optiques bien différentes) qui ont pour toile de fond ou possèdent une quelconque connexion avec le phénomène migratoire. On peut le définir comme un champ d'expérimentation qui tente d'utiliser le potentiel des migrations vers le Nord comme un facteur de développement pour le Sud, et compte pour cela sur le rôle tout particulier des immigrés eux-mêmes. Malgré l'ampleur de cette dernière conception, les expériences au Maroc sont peu nombreuses et obéissent à des logiques souvent différentes.

■ **Emcemo et Ecodev** : le Centre euroméditerranéen de migration et développement est un organisme non gouvernemental, qui siège en Hollande et possède des bureaux en Belgique et au Maroc. Parmi son personnel, il compte sur des immigrés marocains en Hollande ainsi que des techniciens marocains à Tanger. Son objectif est de renforcer les liens entre les migrations et le développement, à travers la mise en œuvre de programmes, dont celui réalisé avec l'ONG marocaine Ecodev. Le projet Airstone tente d'éliminer les bidonvilles dans la ville de Larache, à travers des logements construits par la population elle-même. A cet effet, les habitants des bidonvilles démantelés reçoivent le soutien de jeunes appartenant à la deuxième génération d'immigrés marocains, venus de Hollande. Pendant leur séjour à Larache, ces jeunes apprennent de nouveaux métiers et ont l'occasion de renouer avec leurs racines, au contact de la société d'origine de leurs familles. (www.emcemo.nl)

■ **Migrations et Développement** : les actions de cette ONG franco-marocaine, créée en 1986 par des immigrés marocains implantés à Marseille, se focalisent sur le développement de leurs zones d'origine, dans le sud du Maroc. Son expérience est l'une des plus connues et largement diffusées (Fatima Mernissi l'a popularisée à travers quelques-uns de ses ouvrages, comme *Les Aït Débrouille*), mais aussi répondant le mieux à l'essence même du co-développement. Ses projets de développement local (surtout concentrés dans la région de Sousse) visent à améliorer les conditions de vie de la population dans des zones de forte émigration. Depuis ses antennes de Taroudant et Taliouine, une équipe de jeunes coordonne et réalise les actions de terrain, tandis qu'en France, les immigrés mobilisent des fonds pour financer les projets et tentent d'améliorer l'image publique des marocains à travers leur rôle d'acteurs du développement. (www.migdev.org)

■ **Migrations et Développement Local** : cette fédération regroupe plus d'une centaine de petites associations de développement local de la région de l'Atlas. Son origine est étroitement liée à l'ONG Migrations et Développement, d'où sont issus quelques-uns de ses membres, comme c'est le cas de son fondateur, l'anthropologue Ali Amahan, président de l'une des associations de la fédération, qui se caractérise par le fait de faire participer les émigrés

des villages dans les villes du Maroc ou à l'étranger dans des actions de développement local (Mernissi parle à nouveau de cette expérience et de son importance dans *Les Sinbad marocains*). La Banque mondiale et de la Fondation Aga Khan ont exprimé leur reconnaissance à l'Association pour le Développement d'Aït Iktel pour les améliorations significatives dans le développement socio-économique d'un grand nombre de villages ruraux, en intégrant dans ses actions le respect pour l'identité et les traditions, et en responsabilisant les émigrés du bien-être des populations locales. (www.southbazar.com/sitesom.htm; www.akdn.org/agency/akaa/eighthcycle/page_02txt.htm)

■ **Atime-Remcode** : outre son travail pour les droits des travailleurs marocains, la principale association d'immigrés marocains en Espagne possède une fondation consacrée à la coopération internationale, Remcode. Le réseau *Red Euromediterránea de Cooperación para el Desarrollo* vise à encourager des actions de développement local au Maroc à partir de l'expérience acquise par les immigrés marocains en Espagne. Ses projets se centrent dans le nord du Maroc, et vont de l'amélioration des infrastructures et l'apport de dotations élémentaires à la promotion et au renfort de l'associationnisme. A cet effet, Remcode compte sur du personnel technique sur le terrain, ainsi que sur la collaboration de plusieurs associations locales. (www.atime.es/cooperacion.html)

■ **Unió de Pagesos-Pagesos Solidaris** : le syndicat agricole catalan Unió de Pagesos (Union d'agriculteurs) canalise la migration professionnelle des marocains souhaitant travailler dans l'agriculture en Espagne à travers des contrats d'embauche à l'origine. Cette expérience lui a permis de faire un saut qualitatif, en s'impliquant également dans l'encouragement d'actions de développement au Maroc, à travers la Fondation Pagesos Solidaris (Agriculteurs Solidaires), en formant et en sensibilisant les travailleurs journaliers à leur rôle d'agents de développement de leurs communautés d'origine. (www.pagesosolidaris.org)

■ **Codenaf** : Cooperación para el Desarrollo en el Norte de Africa est le résultat de l'initiative d'un groupe d'immigrés marocains installés en Andalousie. Son profil répond au terme d'OSIM (Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations). Elle se distingue des autres par le rôle prépondérant donné aux immigrés. Ses projets sur le terrain au Maroc sont encore embryonnaires. Elle concentre ses efforts sur l'implantation d'un réseau rassemblant les actions des différentes associations d'immigrés marocains en Espagne en les impliquant activement dans le développement du pays d'origine. Codenaf participe également au réseau *Red Euromed Migración y Desarrollo*, auquel appartiennent les organisations Emcemo (Hollande) et Migrations et Développement (France). (www.codenaf.org)

Source : Joan Lacomba, *Migraciones y desarrollo en Marruecos* (Madrid, 2004).

Typologie d'initiatives reliant migration et développement

Domaine	Interne	Externe
Migration	1. Associations d'émigrés revenus à leurs lieux d'origine	2. Associations d'immigrés à l'étranger
Migration et développement	3. Organisations créées au Maroc pour le développement dans des zones d'émigration et/ou avec la participation d'émigrés	4. Organisations créées à l'étranger pour le développement au Maroc de zones d'émigration et/ou avec la participation d'émigrés
Développement	5. Organisations Non Gouvernementales de Développement marocaines	6. Organisations Non Gouvernementales de Développement étrangères au Maroc

Source : Joan Lacomba, *Migraciones y desarrollo en Marruecos* (Madrid, La Catarata-IUDC, 2004).

rigine. Parmi la diversité et la multiplicité des diasporas maghrébines en Europe, nous pouvons distinguer, selon les pays récepteurs, une diaspora « latente » dans le cas des pays d'immigration ancienne, et une « dormante » dans les pays d'immigration récente comme l'Espagne ou l'Italie (J. Césari, « Les réseaux transnationaux entre l'Europe et le Maghreb : l'international sans territoire ». *Revue Européenne des Migrations Internationales*. Vol.13 n° 2, 1997). Il faut donc tenir compte de ce groupe, dans le cas espagnol, en tant qu'agent potentiel de co-développement, d'autant plus que depuis les dernières années, de nouveaux profils d'immigrés sont apparus, et les flux en provenance du Maroc se sont diversifiés (étudiants, personnes qualifiées). Ces nouveaux immigrés brisent les premières représentations de l'immigration maghrébine, et construisent de « nouveaux espaces » entre les pays d'origine et ceux d'accueil, en développant de nouvelles formes d'échanges, de coopération et de participation des populations immigrées entre les pays d'accueil et d'origine.

Une autre caractéristique fondamentale des migrations marocaines, depuis le début des années quatre-vingt-dix, est la grande multiplicité des projets migratoires. L'installation permanente fait partie des tendances actuelles de ce système migratoire complexe, qui inclut également le retour et la diversification vers d'autres destinations, surtout l'Espagne et l'Italie, où les marocains ont joué un rôle primordial au cours des dernières régularisations.

En ce sens, la migration professionnelle temporaire se différencie par le fait qu'elle possède une logique et des répercussions sur le pays d'origine différentes des migrations permanentes. La proximité géographique et les accords en la matière (accord sur la main d'œuvre entre l'Espagne et le Maroc - BOE, Journal Officiel de l'Etat Espagnol n° 226 20.9.2001) entre les deux pays engagent à prendre en considération la temporalité dans l'analyse du co-développement. D'autre part, nous constatons que l'idée du retour n'est pas très présente chez la population marocaine. Les jeunes, ceux qui sont depuis plus longtemps en Espagne, et surtout ceux qui ont fait des études, sont ceux qui présentent l'alternative du retour comme la moins probable (Gema Martín Muñoz (dir) : *Marroquíes en España. Estudio sobre su integración*. Fon-

dation Repsol YPF, 2003). Face à une telle situation, les politiques de co-développement devraient être appréhendées non pas comme une réponse à court ou moyen terme, mais sous la perspective d'un avenir à long terme.

Une autre voie de connexion entre l'immigration et le développement consistait à diriger les associations d'immigrés dans des programmes de développement au sein de leurs sociétés d'origine. A cet égard, il convient de signaler, en Espagne, la consolidation des associations d'immigrés qui réalisent une tâche importante d'intégration dans le pays d'accueil, et peuvent avoir une influence sur leurs pays d'origine respectifs dans la mesure où elles jouent un rôle potentiel d'acteurs de développement. Il est donc fondamental de comprendre le contexte et la dynamique de ces relations dans le cadre marocain si l'on veut mener des programmes efficaces de co-développement avec les différents acteurs organisés de la société civile.

Pour mieux comprendre ce type d'associations, il est intéressant d'observer celles de développement local. Les associations de développement économique et social sont les plus proches de ce que nous entendons par ONG. Apparues sur la scène marocaine à la fin des années quatre-vingts, et surtout pendant les années quatre-vingt-dix, ces centaines d'associations sont nées d'une vocation économique et sociale, c'est-à-dire dans le but d'agir en faveur de l'amélioration socioéconomique de vastes secteurs de la population, et ceci fondamentalement à travers des projets de développement.

Les points analysés visent à apporter un certain nombre d'éléments d'étude à la relation entre les migrations et les pratiques de coopération au développement, permettant de mettre en relation des aspects d'importance croissante tels que le rôle des remises des immigrés au Maroc, la configuration et l'évolution de la diaspora marocaine en Espagne, le potentiel de la mobilité temporaire des travailleurs, ainsi que le rôle potentiel de la société civile au Maroc dans la coopération au développement. Ces facteurs, correctement analysés, pourraient permettre de conclure que le bon fonctionnement des programmes de co-développement dépend de la prise en compte des effets positifs, pour le développement, de la mobilité des personnes entre les deux pays. ■